

## DEMANDE DE SUBVENTION

### INVESTISSEMENTS POUR LA RÉALISATION D'AIRES DE REMPLISSAGE ET DE LAVAGE DES PULVERISATEURS (PROJETS INDIVIDUELS)

#### TYPES D'OPERATION 4.1.3 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION BOURGOGNE

Appel à candidatures du 17 février au 3 avril 2020

**Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs publics potentiels.**

**Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information. Transmettez l'original à la Direction départementale des territoires du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.**

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_ Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/20\_\_\_\_  
Date de dossier complet : \_\_\_\_/\_\_\_\_/20\_\_\_\_

## 1. DONNÉES DU DEMANDEUR

### A. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : \_\_\_\_\_ (obligatoire)  
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : \_\_\_\_\_

#### Pour les personnes physiques :

CIVILITE : ☐ Madame ☐ Monsieur

NOM : \_\_\_\_\_

NOM de jeune fille (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

PRENOM : \_\_\_\_\_

DATE DE NAISSANCE : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

#### Pour les personnes morales :

VOTRE STATUT JURIDIQUE : \_\_\_\_\_

(Exploitant agricole individuel, société agricole : SCEA, EARL... ou GAEC, établissement d'enseignement agricole et de recherche)

NOM DU REPRESENTANT LEGAL : \_\_\_\_\_

PRENOM DU REPRESENTANT : \_\_\_\_\_

FONCTION DU REPRESENTANT LEGAL : \_\_\_\_\_

VOTRE RAISON SOCIALE : \_\_\_\_\_

VOTRE APPELLATION COMMERCIALE (le cas échéant) : \_\_\_\_\_



**Pour les personnes morales :**

Nombre d'associés – exploitants pour les formes sociétaires : |\_\_|\_\_|

Civilité Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 4 ans	Bénéficiaire DJA		Non bénéficiaire DJA		Si installé depuis moins de 4 ans sans DJA	Si en cours d'installation
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Titulaire CPA ou en cours de processus CPA	Plan d'entreprise (PE)	Date installation MSA	Date de dépôt de dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

## 2. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

### A. LOCALISATION DE L'EXPLOITATION

☐ Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_| |\_|\_|\_| |\_|

Commune : \_\_\_\_\_

### B. TAILLE DE L'EXPLOITATION

■ Surface totale de l'exploitation (ha) : \_\_\_\_\_

■ Effectif à la date de la demande (UTH) : \_\_\_\_\_

■ Chiffre d'affaires : |\_|\_|\_|\_| |\_|\_|\_|\_| (dernier exercice comptable en milliers d'Euros)

### C. ZONE DU SIEGE DE L'EXPLOITATION

**Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :**

■ Zone à handicap naturel : ☐ défavorisée simple ou piémont ☐ montagne ☐ non

■ Votre exploitation se situe-t-elle en zone vulnérable : ☐ oui ☐ non

Si oui précisez : ☐ 2007 ☐ 2012 ☐ 2015 ☐ 2017

■ Au moins l'un des bâtiments est-il en zone vulnérable : ☐ oui ☐ non

Si oui précisez : ☐ 2007 ☐ 2012 ☐ 2015 ☐ 2017

■ Zone de protection de l'aire d'alimentation de captage : ☐ oui ☐ non

### D. SITUATION A L'EGARD DE LA REGLEMENTATION SUR LES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Votre exploitation est : ☐ déclarée au titre de la réglementation ICPE  
☐ enregistrée au titre de la réglementation ICPE  
☐ autorisée au titre de la réglementation ICPE  
☐ non soumise (RSD)

### E. TYPES DE CULTURES SUR L'EXPLOITATION

Veuillez renseigner les types de culture et leur surface

■ ☐ grandes cultures Surface : \_\_\_\_\_ ha  
(céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pommes de terre, cultures textiles et énergétiques,...)

■ ☐ cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,..) Surface : \_\_\_\_\_ ha

■ ☐ horticulture Surface : \_\_\_\_\_ ha

■ ☐ maraîchage Surface : \_\_\_\_\_ ha

■ ☐ viticulture Surface : \_\_\_\_\_ ha

■ ☐ autres cultures spécialisés (préciser) : \_\_\_\_\_ Surface : \_\_\_\_\_ ha

Total des surfaces : \_\_\_\_\_ ha

## F. DEMARCHES COLLECTIVES / AUTRES CARACTERISTIQUES

### L'exploitation est-elle adhérente à :

■ un GIEE ?

☐ oui

☐ non

■ Si oui, préciser le nom : \_\_\_\_\_ et le n° SIRET : \_\_\_\_\_

■ Si oui, quelle est la vocation du GIEE ? \_\_\_\_\_

■ un groupe de projet relevant de la mesure 16 du PDR ? ☐ oui

☐ non

■ Si oui, préciser le nom : \_\_\_\_\_

■ Si oui, quelle est la vocation du groupe de projet ? \_\_\_\_\_

■ une CUMA ?

☐ oui

☐ non

Si oui, précisez :

Nom de la CUMA : \_\_\_\_\_

N° de la CUMA : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

### 3. DESCRIPTION DU PROJET

#### A. LOCALISATION DU PROJET

Localisation du projet:

☐ Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, préciser l'adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

Zone à handicap naturel : ☐ défavorisée simple ou piémont ☐ montagne ☐ non

#### B. LIBELLE DU PROJET

L'intitulé doit être court et explicite

#### C. DESCRIPTIF DETAILLE DU PROJET

Nature et descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs) :... Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent

#### D. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Filière principale concernée par le projet (OTEX) : \_\_\_\_\_

Exploitation certifiée en agriculture biologique ou en conversion pour l'atelier concerné : ☐ oui ☐ non

Le projet d'investissement s'inscrit-il dans le projet :

- d'un GIEE ? ☐ oui ☐ non

- d'un PROJET SOUTENU AU TITRE DE LA MESURE 16 du PDR ? ☐ oui ☐ non

#### E. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Etes-vous propriétaire du terrain d'implantation de l'aire de lavage ?

☐ oui ☐ non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

Lieu de l'aire de lavage :

Adresse : \_\_\_\_\_

Département |\_|\_|\_|\_| Commune |\_|\_|\_|\_|\_| Lieu-dit : \_\_\_\_\_

## F. ATELIERS DE PRODUCTION VEGETALE CONCERNES PAR L'INVESTISSEMENT

	Nombre d'hectares concernés par l'investissement
Grandes cultures	ha
Cultures fourragères	ha
Viticulture	ha
Arboriculture	ha
Horticulture	ha
Maraichage	ha
Cultures spécialisées	ha
Autres cultures, précisez : _____	ha
<b>Total</b>	ha

## G. CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

Date prévisionnelle de début de projet\* : \_\_\_\_\_ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet\* : \_\_\_\_\_ (mois, année)

*\*il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou des commandes de matériel*

*Rappel : les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 2 ans après le commencement du projet*

#### 4- INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

- Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 4 ans ?  
☐ oui avec DJA      ☐ oui sans DJA      ☐ non
- L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?  
☐ oui      ☐ non
- L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?  
☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement  
☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement  
☐ non
- L'exploitation produit-elle sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)  
☐ oui, label rouge  
☐ oui, IGP  
☐ oui, AOP  
☐ oui, autre  
☐ non, aucune production sous SIQO
- L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?  
☐ oui, niveau 2  
☐ oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)  
☐ non
- L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?  
☐ oui, en cours de contractualisation  
☐ oui, exploitation engagée  
☐ non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : \_\_\_\_\_

- Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste otex en annexe de la notice)

- Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?  
- SAU en ha : \_\_\_\_\_ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :  
☐ soumise au RSD    ☐ soumise déclaration ICPE  
  
☐ soumise enregistrement ICPE    ☐ soumise autorisation ICPE

- Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. liste otex en annexe de la notice) ?

- Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?  
☐ oui  
☐ non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?      ☐ 0.5    ☐ 1    ☐ 1.5    ☐ 2    ☐ plus de 2



## 5. AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Vous devez renseigner au moins un des critères ci-après en décrivant son évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE. **Pour les CUMA, se reporter à l'annexe 1.**

### A. CRITERES ENVIRONNEMENTAUX

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution de la consommation en eau de l'exploitation	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. la diminution des apports de fertilisants chimiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3. la diminution de l'usage des produits phytosanitaires, engagement dans le programme	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4. la diminution des gaz à effet de serre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
5. la diminution de la consommation d'énergie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
6. Certification AB, Certification HVE niveau 2 ou 3, charte Production Fruitière Intégrée	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
7. Adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
8. un autre critère environnemental (à préciser) _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

### B. CRITERES ECONOMIQUES

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
9. l'augmentation du ratio EBE/chiffre d'affaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
10. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
11. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
12. l'amélioration des performances zootechniques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
13. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage l'élevage et/ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
14. l'augmentation du chiffre d'affaires (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
15. l'augmentation de l'EBE (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
16. La baisse des coûts de production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

17. un autre critère économique (à préciser)	_____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
--	-------	--	--	--

## C. CRITERES SOCIAUX

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :		
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet		Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
18. projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
19. projet lié à la participation à un projet collectif	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
20. la création d'emploi (en dehors de l'exploitant)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
21. autre cas de figure (à préciser)	_____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

Vous devez indiquer en quoi le projet permet « l'amélioration globale et la durabilité de son exploitation » en précisant sur quels critères votre projet a un impact en indiquant des données montrant un progrès significatif entre avant et après le projet et vous devrez le justifier en fournissant les pièces justificatives probantes parmi celles-ci-dessous :

- un projet d'entreprise contenant les éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères économiques et d'impact environnemental.  
Exemples : Plan d'entreprise dans le cas d'une installation, copie du dossier fourni à la banque pour solliciter un prêt bancaire,...
- un diagnostic de durabilité correspondant relatif à la caractérisation d'une démarche agroécologique, tels que IDEA, DIALECTE, indicateurs du RAD-CIVAM...  
ou un diagnostic du projet indiquant l'impact du projet sur un ou plusieurs items décrits ci-dessus tels que les diagnostics Diaterre, Dixel, Dixel simplifié,...
- des données issues de référentiels existants (études, publications, référentiels...) transposées à l'exploitation de façon à ce que les éléments de ces référentiels soient adaptés au cas précis de la demande.  
Exemples : données d'études sur les économies d'énergie en cas d'isolation d'un bâtiment, ...
- toutes autres pièces probantes, à l'appui des pièces ci-dessus.

## 6. DEPENSES PREVISIONNELLES

Cadre réservé au service instructeur	Libellé de la dépense (se reporter à la notice pour les investissements éligibles)	Identifiant du justificatif (n° du devis présenté)	Fournisseur à l'origine du devis retenu	Poste de dépenses (*)	N° du (ou des) second(s) devis non retenu(s)	MONTANT HT (€)
Investissements matériels						
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
						,
	Sous-total des dépenses matérielles prévues					,
	Investissements immatériels et frais généraux					
						,
						,
						,
	Sous-total des dépenses immatérielles et frais généraux prévus					,
	Total des dépenses prévues					,

(\*) : Renseigner le poste de l'investissement avec le code donné ci-dessous et les indications de la notice.

Nom du poste d'investissement	Code à utiliser
Optimisation de l'utilisation des phytos – contribution Ecophyto	PHY_OPT_E1_
Aire de lavage et de remplissage	PHY_LAVA_
Traitement des effluents phyto	OHY_TRAI_
Economie d'eau en production végétale	EAU_
Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)	IMM_
Frais généraux (frais d'ingénieurs et de consultation, d'études de	IMM_FG

## 7. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

## ① Financement public

<b>Identification des financeurs publics sollicités</b>	<b>Montant demandé en €</b>	<b>Sollicité dans le cadre d'une autre demande</b>	<b>Montant obtenu en €</b>
Financeurs publics sollicités dans la présente demande d'aide au titre du PDR : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Europe (FEADER)</li> <li>• Etat</li> <li>• Agence de l'Eau</li> </ul> Autres financements publics (préciser) :	   _ _ _   _ _ _  ,  _ _    _ _ _   _ _ _  ,  _ _	          <input type="checkbox"/>	           _ _ _   _ _ _  ,  _ _

## ② Contributions privées

Identification du financeur privé	Montant demandé en €	Montant obtenu en €
Préciser : _____	_____ _____ _____ _____ , ____	_____ _____ _____ _____ , ____
<b>Sous-total contributions privées</b>	_____ _____ _____ _____ , ____	

### ③ Emprunts

Identification du prêteur	Montant demandé en €	Type de prêt	Montant obtenu en €
Prêt au taux du marché (préciser la personne morale ou physique banque, société de crédits, ...) :	_____	Prêt accordé :  <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	_____
Prêt ayant une subvention équivalente (*) (préciser : banque, société de crédits, ...) :	_____	Préciser : (prêt à taux zéro, prêt bonifié JA,...) :	_____

*Prêt ayant une subvention équivalente : subvention incluse dans un prêt via un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. La différence entre le taux du marché et le taux pratiqué est considérée comme une aide. Les prêts à taux zéro (PTZ), les prêts bonifiés, les avances remboursables, sont des prêts qui contiennent une subvention équivalente.*

[illegible]

#### ④ Financements du demandeur

Source de financement	Montant en €
Autofinancement	_____
Autres	_____
<b>Sous-total financements du demandeur</b>	_____

**TOTAL ① + ② + ③ + ④**

<b>TOTAL général = coût du projet</b> (doit être égal au total des dépenses prévues)	1 111 111, 111
---	----------------

## 8. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) :

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides aux investissements dans infrastructures pour la préservation de la qualité de l'eau (projet individuel)

### ☐ **Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- **ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant le dépôt du dossier complet auprès du guichet unique** (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...),
- respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale), ou, qu'en cas d'exploitation sociétaire, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information)
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé,
- être à jour de mes cotisations sociales,
- ne pas avoir reçu d'aides au titre du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations de la programmation 2015-2020 pour des investissements, dont celui-ci, dont le montant total éligible excède les plafonds fixés,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet,
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective ou personnelle

### ☐ **Je m'engage (nous nous engageons) à :**

- **ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de dépôt du dossier complet au guichet unique (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...),**
- Informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de de paiement final de l'aide. Me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- Détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- A permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans ;
- A assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous :
  - le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs.  
En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :
    - Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 €  
Une affiche (format A3 minimum : 42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.
    - Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €  
Une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

- Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)

Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :**

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ /20\_\_\_\_

Nom, prénom du signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Vos données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2033. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données). Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique [feader@bourgognefranchecomte.fr](mailto:feader@bourgognefranchecomte.fr). Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique ([dpd@bourgognefranchecomte.fr](mailto:dpd@bourgognefranchecomte.fr)).

## 9. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE LA DEMANDE

### A. PIÈCES RELATIVES A L'ÉLIGIBILITE DE LA DEMANDE D'AIDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
<b>Pièces relatives au demandeur</b>				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
ICPE : preuve de dépôt en ligne	Si installation soumise à la réglementation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K-bis <sup>(1)</sup>	Pour les formes sociétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts à jour	Pour les formes sociétaires et les autres personnes morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces justificatives du projet d'investissement</b>				
Déliberation de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les établissements de développement, d'enseignement agricole et de recherche	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	Pour les projets de rénovation	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées,	Si de telles ressources financent le projet	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable	<input type="checkbox"/>		
<b>Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles</b>				
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT OU - les pièces du marché en cas de procédure formalisée	Tous	<input type="checkbox"/>		
Formulaire de respect de la commande publique (annexe 1)	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

## B. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX CRITERES DE SELECTION

Certains critères de sélection peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire (localisation,...) et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces ci-dessous doivent être jointes :

Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation / points
Tous	- Annexe 1	<input type="checkbox"/>			
Public : Jeune agriculteur avec les aides	- Attestation CJA (sauf pour JA en cours d'installation) - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans le cas échéant	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10
Public : Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC DJA	- Notification de l'aide majorée du 1er pilier - Attestation d'inscription MSA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Public : exploitation parmi les porteurs du projet avec repreneur qualifié	- Déclaration d'intention de cessation d'activité - Repreneur dans le parcours à l'installation	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 4
Public : Exploitation engagée dans une MAEC	- Copie de la décision de notification de l'aide	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 7
Qualité : Projets sous SIQO hors AB	- Certificat de conformité SIQO pour l'atelier concerné	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Qualité : Projets en AB ou conversion AB	- Attestation de conversion ou certificat de conformité AB pour l'atelier concerné	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10

## C. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX MAJORATIONS

Certaines majorations peuvent être partiellement ou totalement justifiées par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces spécifiques ci-dessous doivent être jointes :

Majoration concernée	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Jeune agriculteur	Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation MSA ou CJA mentionnant la date d'installation - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - Attestation MSA ou CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion ou au maintien en agriculture biologique dans le cadre de la mesure 11.1 ou 11.2	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 11.1 ou 11.2 du Programme de développement rural de Bourgogne. Si la demande d'aide est déposée par une CUMA, cette notification est à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide dans le cadre de la mesure 11.1 ou 11.2.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Public : Exploitation engagée dans une MAEC	- Copie de la décision de notification de l'aide	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>



### C. PIECES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX SURPLAFONDS

Certains surplafonds peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces spécifiques ci-dessous doivent être jointes :

Surplafond concerné	Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Projets en AB	- Certificat de conformité AB ou attestation de conversion pour l'atelier concerné par le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le cas échéant, la Direction départementale des territoires pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni. En cas de création ou d'installation en société, si le Kbis n'est pas encore disponible, un accusé de dépôt de la demande est suffisant.

Pour le RIB/IBAN : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique ou si vous avez inscrit vos coordonnées bancaires dans le cadre prévu à cet effet. Dans le cas contraire, vous devez fournir le RIB/IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB/IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

## Grille de sélection

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales. Cochez les critères que vous pensez activer.

		Note	Critère activé
<b>Bloc « public »</b>  27 points maximum	Jeune agriculteur touchant les aides à l'installation (prêt bonifié ou DJA)	10	<input type="checkbox"/>
	Jeune agriculteur sans les aides à l'installation et touchant la majoration 1 <sup>er</sup> pilier de la PAC	8	<input type="checkbox"/>
	Exploitation avec repreneur identifié	4	<input type="checkbox"/>
	Exploitation engagée dans une MAEC	7	<input type="checkbox"/>
	Exploitation située dans un BAC prioritaire	10	<input type="checkbox"/>
	Exploitation située dans une zone à enjeu eau des Agences de l'Eau ou projet réalisé dans le cadre d'une démarche collective reconnue par les Agences de l'eau	10	<input type="checkbox"/>
<b>Bloc « filière »</b>  10 points maximum	Grandes cultures, viticulture, arboriculture, polyculture élevage, maraîchage	10	<input type="checkbox"/>
	Autres	5	<input type="checkbox"/>
<b>Bloc « enjeux environnemental »</b>  10 points maximum	Couverture de l'aire de lavage avec récupération des eaux pluviales	10	<input type="checkbox"/>
	Récupération des eaux pluviales	5	<input type="checkbox"/>
<b>Bloc « qualité »</b>  10 points maximum	Exploitation engagée dans une démarche sous signe de qualité SIQO (hors bio et viticulture)	8	<input type="checkbox"/>
	Exploitation certifiée en Agriculture Biologique ou en conversion	10	<input type="checkbox"/>

Les dossiers avec une note inférieure à 9 ne pourront pas être financés.

**Note totale : .....**